

Le « bilan européen » de Macron

Macron voulait faire de la présidence française du conseil de l'UE un argument essentiel pour sa réélection, c'est pourquoi il a tenu à l'assumer « en même temps » que la campagne présidentielle et législative. Il voulait tirer partie de la politique européenne d'achat en commun de vaccins et d'une certaine coordination des politiques sanitaires. Puis des mesures financières européennes en faveur des entreprises, pour tenir le choc des conséquences de la pandémie et du « plan de relance » de l'été 2021, de 750 milliards d'euros, payés par un emprunt commun. Quand la guerre déclenchée par la Russie contre l'Ukraine a pris tous les gouvernements de court, à commencer par ceux de l'UE, il a encore voulu jouer la carte de président de l'UE, pour se présenter comme un interlocuteur de poids face à Poutine. Mais très vite, ce sont U. Van den Leyen, présidente de la Commission européenne, et surtout Biden qui ont pris le dessus. La première, en poussant dès les premiers jours de la guerre à non seulement soutenir Zelensky sur tous les plans, mais aussi en mettant rapidement en avant la question de l'adhésion de

l'Ukraine à l'UE. Quant à Biden et à son porte-voix, Stoltenberg, secrétaire général de l'Otan, ce sont eux qui ont organisé la « riposte européenne », tant sur le plan des sanctions contre la Russie que sur le plan de l'aide militaire à l'Ukraine. Ces deux responsables politiques sont les porte-parole des intérêts de l'impérialisme US qui défend son hégémonie économique, politique, militaire au sein du camp impérialiste occidental (et ses alliés en Asie, au Moyen-Orient...) et qui veut les entraîner dans la féroce confrontation inter impérialiste mondiale, contre l'impérialisme russe et l'impérialisme chinois.

Macron pensait être « l'homme fort » de l'UE, du fait du retrait de Merkel et son remplacement par le social-démocrate Scholz à la tête d'une coalition qui, jusqu'à la guerre d'Ukraine, ne semblait pas être en mesure de contester le rôle de leader politique et militaire de Macron. La décision de Scholz d'engager une active politique de réarmement, avec un programme spécial de 100 milliards (hors budget de la défense de 56 milliards, soit autant que celui de la France), soutenu avec enthousiasme par les responsables des

Grünen, notamment des ministres, changent la donne. Les dirigeants allemands ne cachent pas leur ambition de faire de leur pays la plus importante puissance militaire « conventionnelle » (c'est-à-dire non nucléaire) en Europe, ce qui signifie de prendre leurs distances avec le complexe militaro-industriel français qui veut rester leader dans la plupart des projets communs (nouveau char de combat, avions de chasse de dernière génération, drones...) risquant d'être renégociés, voire remis en cause.

A cela, il faut ajouter le « front » des gouvernements de l'Est européen en faveur d'une politique européenne plus alignée sur les USA, et qui contestent les prétentions des dirigeants de l'impérialisme français à vouloir décider pour l'ensemble des Etats de l'UE.

Avec les résultats électoraux, Macron est politiquement affaibli y compris au niveau de l'UE, même s'il est entouré de dirigeants qui n'ont guère plus de « légitimité ». ★

La hausse des taux d'intérêts

Le niveau élevé de l'inflation – plus de 7% pour la zone euro – a fait réagir les responsables de la BCE, qui a commencé à augmenter les taux d'intérêt, suivant le chemin pris par la réserve fédérale des USA (FED). Cette décision a comme conséquence immédiate de renchérir le coût des emprunts et des crédits et donc d'augmenter le coût des dettes publiques et privées. Les appels pressants à réduire l'endettement des Etats se multiplient, comme le fait Le Maire depuis des semaines. Cette hausse des taux d'intérêt n'a aucun effet sur les causes actuelles de l'inflation, à savoir la hausse du prix des énergies, de certaines matières premières, des céréales... liée notamment aux conséquences de la guerre en Ukraine et des sanctions décidées contre la Russie. Les compagnies d'énergie font des surprofits fabuleux, les monopoles répercutent les hausses des prix sur les consommateurs – tout en relevant leurs marges – et versent des dividendes aux actionnaires.

Bref, cette hausse des taux va peser essentiellement sur les masses populaires.

Le caractère réactionnaire et antipopulaire de l'UE ne fait que se renforcer dans tous les domaines y compris militaire : son élargissement, sous quelque forme que ce soit l'aggraverait.

La guerre en Ukraine s'enlise

La guerre en Ukraine s'enkyste, sans qu'aucun des belligérants ne montre de signe de vouloir trouver de solution pour au moins suspendre les opérations militaires. Quand nous parlons de belligérants, il s'agit des dirigeants de l'impérialisme russe, qui poursuivent les bombardements massifs, envoient des chars, des munitions et des hommes sur les différents fronts. Il s'agit aussi du régime ukrainien et des puissances impérialistes qui lui fournissent des armes, lui promettent d'investir dans la reconstruction du pays, de faire entrer l'Ukraine dans l'UE et l'invitent à parler dans toutes les instances internationales, que ce soit le G7, le G20, les sommets européens, les réunions de l'ONU... où il donne des leçons au monde entier.

Poutine et ceux qui le soutiennent répriment toute opposition interne à cette guerre. Il prétend que les sanctions économiques n'ont que peu de conséquences sur la population et qu'elles n'affectent pas l'économie et les capacités militaires de la Russie. Un constat que plusieurs économistes corroborent en partie, en soulignant que les sanctions ont beaucoup d'effets négatifs sur les pays européens, comme la hausse des prix de l'énergie et des matières

premières – et que les milliards continuent à affluer en Russie, du fait des ventes de pétrole et de gaz qui, même réduites en quantités, se paient au prix fort.

Les arguments fallacieux que Poutine a mis en avant – « dénazifier l'Ukraine », en faire un Etat neutre, démilitarisé... – ne résistent pas à la réalité de son invasion militaire destinée à prendre le contrôle d'une partie du pays et de ses richesses. Une politique impérialiste qui veut imposer par la guerre un repartage des zones d'influence aux autres puissances impérialistes.

Mais Poutine et cette guerre ont aussi rendu un fier service à l'Otan, à l'impérialisme US qui, en quelques semaines, a renforcé son contrôle politique, économique et militaire sur l'Europe, ouvrant des marchés aux marchands de canons étasuniens et aux monopoles de l'énergie. Elles ont aussi donné du poids au régime de Zelensky qui se taille une importante base de soutien dans la population et qui fait oublier le caractère réactionnaire et antisocial de sa politique économique, la corruption et le poids de l'oligarchie mafieuse qui continue à s'enrichir. C'est un aspect jamais mis en avant dans les reportages des médias occi-

dentaux, devenus de véritables médias au service de la guerre, comme le sont ceux contrôlés par Moscou, mais interdits d'antenne en Europe.

Pendant la guerre, la politique néolibérale sévit avec plus de force

Il s'agit de lois que le régime de Zelensky est en train de faire passer au parlement sous couvert d'état de guerre, qui fait que la grande majorité des travailleurs sont mobilisés sur les fronts et dans les villes. Deux lois l'illustrent : celle sur la « réglementation des relations au travail pendant la loi martiale » (votée en mars) et celle qui veut « simplifier la réglementation des relations de travail dans les petites et moyennes entreprises et réduire les charges administratives ».

En clair, ces lois qui passent au parlement – signe, pour les gouvernements occidentaux, de la « vitalité de la démocratie » dans un pays en guerre – permettent aux employeurs d'imposer une flexibilité quasi-totale : 60h hebdomadaires de travail, licenciements facilités, possibilités

de ne pas verser de salaires sans licencier... dans un contexte d'interdiction totale de grève et de manifestations. Dans la majorité des entreprises (qui sont des PME), les contrats de travail, les salaires, les horaires, les licenciements... pourront être « négociés » de gré à gré, sans obligation de respecter le code du travail. Pour les dirigeants ukrainiens, il s'agit de mesures pour « dynamiser » l'économie et de lutter contre le secteur informel (qui concerne 3 millions de personnes). Zelensky, en arrivant au pouvoir, avait déjà annoncé qu'il allait modifier le code du travail, « en faveur du business ».

Pour faire face à la pénurie de travailleurs ukrainiens, y compris pour remplacer ceux qui veulent quitter ce pays en ruine, le gouvernement envisage de faciliter la venue de travailleurs d'autres pays, qui seront obligés de travailler dans les conditions de surexploitation qui sont mises en place actuellement.

Le fait que des syndicalistes ukrainiens fassent connaître cette situation, qu'ils la dénoncent, malgré la répression et la chape de l'état de guerre, mérite d'être salué et soutenu. Le consensus autour de cette guerre est en train de se lézarder. ★